

Lettre aux universalistes

À celles et ceux qui s'inquiètent de l'évolution de l'Université

Florence Demotte et Justine Lacroix

Quand nous sortons des murs de l'université, il nous arrive de plus en plus souvent de faire une étrange et désagréable expérience. Des amies, des amis, des parents, le public d'une conférence – quel qu'en soit le sujet – nous interpellent, disons plus qu'avant, sur l'objectivité des travaux et la validité des savoirs en sciences sociales. Dans les médias, on nous dépeint une université très différente de celle que nous fréquentons au quotidien. La recherche comme l'enseignement universitaires seraient en proie à une nouvelle forme de « sectarisme idéologique » : coupés de « la réalité », ignorants des « vrais problèmes » des gens, des situations « vécues », des « priorités ». L'idée selon laquelle les facultés de sciences humaines et sociales seraient devenues des repères de militantes et de militants, et où certaines œuvres n'auraient plus droit de cité, semble s'être diffusée un peu partout, bien au-delà des cercles réactionnaires et conservateurs. Désormais, on brandit les Lumières, la Raison et le Progrès contre les dérives supposées des Universités, qui feraient plier les exigences du savoir et de l'universel devant les impératifs du genre et des identités.

Nous pourrions nous contenter de qualifier d'« anti-wokistes » de telles opinions en nous souciant peu de celles et ceux qui s'en font l'écho ou en les discréditant comme « non-scientifiques ». Et retourner à nos études. Ne plus parler qu'avec des gens qui « pensent comme nous ». Mais ce serait une faute tant intellectuelle que politique. Car ce qui est en jeu, à l'heure où l'extrême-droite progresse partout, c'est rien moins que la possibilité d'un monde commun partagé entre les universitaires et les femmes et les hommes attachés, pas moins que nous le sommes, aux principes de la démocratie, de l'égalité et de la liberté. Partager un monde commun n'a jamais signifié être d'accord sur tout, mais suppose de connaître et de reconnaître, d'une part, la diversité des points de vue, d'autre part, un certain nombre de faits, à partir desquels des délibérations, parfois conflictuelles, peuvent s'engager.

Ni l'une ni l'autre n'avons jamais été personnellement la cible des attaques ou des soupçons dont sont victimes nos collègues qui travaillent sur le genre et sur les discriminations raciales et religieuses. Mais nous voulions partager notre expérience de l'Université telle que nous la connaissons et la pratiquons en Belgique et en France pour tenter, sinon de convaincre, de répondre à trois critiques qui lui sont adressées : celle d'être soumise à une forme nouvelle de censure au nom de la diversité des genres et des cultures, celle de ne plus produire que des recherches idéologiquement biaisées faute d'un réel pluralisme de son corps enseignant et celle d'avoir sacrifié son aspiration à l'universel au profit de la seule valorisation des différences.

Soyons claires : nous ne prétendons pas qu'il n'y ait « pas de problème » dans nos universités. Les erreurs de jugement et l'aveuglement idéologique existent et ont toujours existé, en temps de guerres chaudes comme en temps de guerre froide. En ce début de mai 2024, certains de nos collègues ont relayé des appels visant à empêcher la venue à l'ULB d'Élie Barnavi, qui se bat depuis longtemps pour la reconnaissance d'un État palestinien, au seul motif qu'il est tout autant attaché à l'existence de l'État d'Israël dont il fut ambassadeur. Mais on notera aussi que ces revendications ont été écartées aussitôt par les autorités de

l'université, au nom de la nécessité de préserver un espace de réflexion, de tolérance et de dialogue. Bref, si les « égarements » du type de ceux qu'on peut observer depuis le 7 octobre 2023 ne sont pas neufs, et pour certains glaçants, ils n'ont pas non plus tout corrompu, ni mis fin à la « liberté de chercher », de penser, de dire, d'écrire et d'enseigner.

Censure et cancel culture

Dans un essai pourtant peu complaisant vis-à-vis des discours militants, Philippe Forest, professeur d'université en France, écrit ceci à propos de la mise à l'index de certaines œuvres au motif qu'elles offensent ou risquent d'offenser des « sensibilités » :

Si je condamne, cela va sans dire, cette forme nouvelle de censure, l'honnêteté intellectuelle m'oblige toutefois à reconnaître que, jusqu'à présent, je n'en ai à titre personnel jamais fait les frais ni même été indirectement le témoin. Ce qui relativise un peu ce qu'on affirme concernant l'ampleur du phénomène en France¹.

L'auteur se demande si son constat est en partie dû « au peu de conscience militante » au sein de sa discipline, à savoir les lettres plutôt que la sociologie. Mais nous faisons le même constat alors que nous enseignons les sciences politiques en Belgique francophone dans deux universités à l'histoire et aux traditions bien différentes. L'une est réputée pour son caractère engagé, et ses étudiants et étudiantes tendanciellement plus contestataires. L'autre se distinguerait par son attention aux personnes et à leurs croyances et abrite une École fondée sur le dialogue interreligieux. Et l'on pourrait dès lors imaginer que, pour des raisons un peu différentes, nous ayons pu ces dernières années faire les frais d'une forme de censure ou d'autocensure dès lors qu'il s'agit d'aborder certains thèmes ou que nous ayons été obligées de réviser nos programmes. L'honnêteté nous oblige nous aussi à dire que ce n'est pas le cas.

À l'ULB, l'une de nous deux enseigne le cours d'*Histoire de la pensée politique depuis 1789*, qui passe en revue les œuvres d'une douzaine d'auteurs. Son corpus est d'un classicisme navrant : tous des mâles blancs occidentaux, à l'exception d'Hannah Arendt, presque tous morts. Idem à Saint-Louis pour le cours de *Doctrines politiques* donné par l'autre, qui doit compter sur le séminaire d'un jeune collègue pour s'ouvrir et rendre justice à ce qui s'est écrit ailleurs, autrement et récemment. Or tous les ans, l'une comme l'autre semblons être les seules à penser qu'il serait bien temps d'élargir nos perspectives et de faire de la place aux pensées post-coloniale, féministe ou écologique. Personne ne nous a jamais fait aucune remarque sur notre corpus. Quant à heurter les sensibilités, il reste parfaitement possible de faire travailler les étudiants sur un texte de 1960 où Arendt utilise le mot « nègre ». Si l'enseignante sue à grosses gouttes en expliquant que l'usage de ce mot, à cette époque et dans le texte étudié, ne signifie pas qu'Arendt était raciste, on aurait tort de sous-estimer l'aptitude des étudiantes à l'entendre et à s'attacher à l'essentiel : l'analyse d'arguments et d'idées que personne n'est obligé de faire siennes. De même, l'on peut citer et expliquer la phrase terrible de Blanqui « Sitôt que l'esprit humain cesse de comprendre, il dit 'Dieu !' » sous un vieux crucifix avec plusieurs étudiantes voilées au premier rang.

Biais idéologiques et anti-intellectualisme

¹ Philippe Forest, *Déconstruire. Reconstruire. La querelle du woke*, Paris, Gallimard, 2023, p. 15.

Au-delà de ce premier constat, ce qui nous inquiète est que des gens « cultivés et éduqués » ne semblent plus accorder aucun crédit aux études menées dans les universités sur certains sujets dits « de société » tels l’immigration, l’insécurité, l’islam ou le genre. Qu’on nous permette ici de citer le texte parodique écrit par un jeune homme de notre entourage :

Y en a marre de tous ces idéologues du GIEC qui parlent de réchauffement climatique, d’ailleurs j’ai lu un magazine hier qui disait que les gens du GIEC sont des militants et des idéologues sectaires. La preuve, c’est que personne n’est climatosceptique parmi les scientifiques du climat ! Tu vois, il n’y a aucun pluralisme, aucun respect de l’altérité, aucun respect de la différence ! D’ailleurs, l’autre jour, j’ai entendu une histoire comme quoi il faisait très froid pendant l’hiver dans le village d’à côté, c’est mon cousin qui me l’a dit ! S’il fait froid, c’est bien qu’il n’y a pas de réchauffement climatique ! Comment est-ce que tu peux nier cette réalité ? Les scientifiques sont dans leur tour d’ivoire, ils ne veulent pas regarder la réalité en face. Ce qui est vraiment honteux et insupportable, c’est que ces scientifiques complètement déconnectés font le jeu de l’extrême droite, parce qu’ils nient la réalité de la vie des gens...

Pourquoi ces gens « éduqués et cultivés » qui considèreraient ces propos comme stupides sont-ils sujets à des réflexes anti-intellectualistes très comparables sur des sujets comme l’immigration ou la sécurité ? Pensent-ils que François Héran² passe ses journées au Collège de France à trafiquer les chiffres et à falsifier des documents ? Il en va de même des études sur la sécurité. Le fait que le *sentiment* d’insécurité s’accroît quand l’insécurité *réelle* diminue est quelque chose de bien établi³. Cela ne signifie pas que le sentiment d’insécurité ne doive pas être pris au sérieux, mais objecter à des scientifiques qui font remarquer que l’insécurité et certaines formes de violence (mesurées par le nombre et le taux d’homicides par exemple) ont diminué drastiquement sur longue durée dans nos pays, et restent stable d’une année à l’autre, en disant « ce n’est pas vrai, la preuve, on vient de tuer quelqu’un à la gare du Midi », ou « ce n’est pas vrai, ceux qui disent cela sont des gauchistes », est du même ordre que de dire « ce n’est pas vrai le réchauffement climatique, il fait froid », ou « les chercheurs du GIEC sont des écolos extrémistes ».

Nous pourrions d’ailleurs retourner l’argument. Est-ce que les chercheurs dans le domaine des migrations relativisent le « péril » migratoire à cause de leurs œillères idéologiques, ou sont-ils réfractaires à certaines thèses politiques parce qu’ils savent que l’Union européenne n’accueille qu’une toute petite minorité des réfugiés du monde, et que dans les quartiers où le taux de « mixité » est le plus élevé, les gens votent moins pour l’extrême-droite ? Ce qui revient à infirmer deux présupposés répandus selon lesquels l’Europe serait menacée d’une submersion migratoire et la cohabitation entre populations différentes conduirait à faire monter les extrêmes. Ceux qui travaillent sur les prisons, autre exemple, sont-ils par principe hostiles à toute forme de privation de liberté, ou bien plaident-ils pour des politiques moins répressives et des alternatives à la prison parce que les effets de la prison en termes de désocialisation et de récidive sont amplement documentés ? Bien sûr, nos positions déterminent ce que nous considérons comme des problèmes de société et impactent le choix de nos sujets. Max Weber le disait déjà il y a plus d’un siècle⁴. Mais il disait aussi que l’activité scientifique consiste à les étudier dans le cadre d’une communauté de recherche soumise à

² François Héran, *Immigration : le grand déni*, Paris, Seuil, 2022.

³ Voir notamment Robert Castel, *L’insécurité sociale. Qu’est-ce qu’être protégé?*, Paris, Seuil/La République des Idées, 2003.

⁴ Max Weber, « L’objectivité de la connaissance dans les sciences et la politique sociale » [1904], in *Essais sur la théorie de la science*, trad., Paris, rééd. Pocket, p. 148-149.

des règles et usant de certaines méthodes, qui valident les résultats de nos travaux, les rendent partageables et réfutables.

Il ne s'agit pas de prétendre que tout ce que produit l'Université est de qualité : il y a de mauvais chercheurs (comme il y a de mauvais boulangers ou de mauvaises avocates) mais on ne peut écarter d'emblée les résultats des études qui heurteraient le « bon sens » au nom de leurs supposés biais idéologiques. Le travail d'une chercheuse suppose précisément de mettre en question le sens commun et l'expérience immédiate, sans pour autant les rejeter, à « prendre ses distances avec soi » pour éviter les pièges du militantisme : en n'écartant pas les données qui ne « rentrent pas » dans la démonstration, en se confrontant aux contre-arguments sans les caricaturer, voire en cherchant les contrepoints.

Toutes les mêmes, tous de gauche ?

Cela n'empêche qu'une grande majorité de nos collègues accepteraient probablement de se dire « de gauche ». Cela tient sans doute à la sur-représentation de la gauche parmi les titulaires d'un doctorat en sciences sociales. Et il est plausible que « la gauche » soit également surreprésentée parmi les artistes, les psychologues, les enseignants du secondaire, soit partout où un haut capital culturel se combine avec un capital financier moyen ou faible. Cela n'a jamais empêché l'Université de compter depuis toujours des penseurs très influents « de droite » (notamment en France, de Raymond Aron à Pierre Manent) et le temps n'est pas loin où la majorité des professeurs d'économie étaient acquis aux vertus de la concurrence et du libre marché. Mais surtout, pour la plupart d'entre nous, dans l'exercice de notre métier, la question n'est tout simplement pas pertinente : quand nous évaluons le dossier d'une candidate au doctorat ou à tout autre poste, nous ne l'interrogeons jamais sur ses opinions politiques.

Faire en sorte que l'Université soit plus « représentative » de la pluralité des courants politiques qui traversent la société n'a pas de sens et serait désastreux pour la recherche. Nous ne sommes pas là pour refléter la diversité des opinions. Nous sommes là pour discerner ce qui est peut être établi d'un point de vue scientifique (ce qui, en sciences sociales, laisse toujours une large part aux désaccords raisonnables), éventuellement mettre à plat les options politiques possibles, tout au plus éclairer la discussion citoyenne. Pour ce faire, il est fréquent que les scientifiques doivent s'opposer aux opinions communes. Galilée allait à contre-courant de la majorité des opinions de son époque et on ne va pas s'en plaindre. Il en est de même pour les premiers chercheurs qui ont alerté sur les conséquences de l'activité humaine sur le climat – souvenons-nous de la façon dont ils ont été moqués au début.

Enfin, non, tous les chercheurs en sciences humaines ne sont pas « de gauche ». Sans entrer dans le débat de ce que cela signifie aujourd'hui « être de gauche », l'on trouve probablement parmi nos collègues belges et français des électeurs de tous les partis, ou presque. Et même ceux qui se disent « de gauche » sont très loin de s'accorder sur tout : la laïcité, le port du voile, l'abattage rituel, les négociations pour libérer des otages en Iran, la tragédie israélo-palestinienne, l'invasion de l'Ukraine par la Russie sont autant de points de friction, pour dire le moins. Celles et ceux qui lisent la presse savent que les universitaires, tribune après tribune, s'affrontent sur tous ces sujets, entre autres. Il n'est sans doute aucun milieu professionnel – sauf la politique, bien évidemment – qui soit plus traversé par des désaccords portés sans

arrêt sur la place publique. Il est d'ailleurs significatif que certains pamphlets anti-woke récents⁵ aient été écrits par des professeurs installés dans des institutions parmi les plus prestigieuses de leurs pays (la KULeuven en Belgique, l'Université Paris-Sorbonne et l'EHESS en France), ce qui montre la vivacité et l'ouverture du débat, quelle que soit sa qualité. Le fait est que la critique du « wokisme » est aujourd'hui ce qui se vend le mieux, bien mieux que les ouvrages méthodiques et rigoureux sur les discriminations ou les migrations, publiés à quelques centaines d'exemplaires dans le meilleur des cas. C'est ainsi que des universitaires sont invités un peu partout pour expliquer qu'à cause du « wokisme », on « ne peut plus rien dire ». S'il est certes permis d'être irrité par des précautions de langage ou une attention aux sensibilités qui peuvent sembler excessives, qu'on nous permette de penser l'inverse : on peut aujourd'hui dire tout et n'importe quoi, et des propos qui auraient été qualifiés de racistes ou d'extrême-droite il y a dix ans sont passés dans le langage ordinaire de nombre de responsables politiques et de prétendus intellectuels.

Au nom des Lumières et de l'universel

Pour finir, celles et ceux qui s'inquiètent d'une Université gangrenée par le wokisme revendiquent de plus en plus souvent l'héritage des « Lumières » et la défense de « l'universel ». Mais de quelles Lumières parle-t-on ? Il nous semble en tout cas qu'on ne peut réduire celles-ci à une forme de rationalisme abstrait et triomphant plus proche du scientisme de Monsieur Homais que respectueux de la diversité des courants qui éclosent avant la Révolution française. Certains nouveaux universalistes semblent tout ignorer des travaux des historiens du XVIIIe siècle qui mettent en garde contre le risque de transformer les Lumières en un dogme en effaçant leurs désaccords et leur caractère pluriel. Ces historiens nous rappellent que « le siècle de la raison est aussi celui de l'émotion et qu'il faisait parfois bon ménage avec la foi religieuse⁶ ». Ils soulignent encore que les Lumières ont aussi leurs ambivalences et leurs zones d'ombre. Ainsi, la reconnaissance de l'égale dignité des êtres humains a pu aller de pair avec une biologisation des différences et le refus de reconnaître les droits des femmes, les utopies cosmopolites ont coïncidé avec l'émergence du nationalisme moderne, et nombre de philosophes s'accommodaient « assez bien de la censure⁷ ». Autrement dit, les Lumières n'ont rien d'une doctrine cohérente ou d'une position unique mais désignent « l'espace conflictuel⁸ » par lequel des intellectuels ont tenté de penser les ambivalences des sociétés modernes.

Rester fidèle à leur idéal, ce serait alors, à suivre Antoine Lilti, titulaire au Collège de la France de la chaire Histoire des Lumières XVIIIe-XXIe siècles, préférer parler de processus d'*universalisation* plutôt que d'universalisme. Le véritable universel, en effet, ne peut pas être (...) l'affirmation surplombante d'une vérité, indifférente à son lieu et à ses conditions d'énonciation. Il doit encore moins, bien sûr, être confondu avec le rejet des identités particulières qui n'est que l'interprétation française d'un certain républicanisme fondé sur l'assimilation. A cet universalisme de surplomb (...) on préférera l'universalisme latéral, évoqué par Maurice Merleau Ponty, auquel on accède par 'l'incessante mise à l'épreuve de soi par l'autre, et de l'autre par soi' (...)

⁵ Nathalie Heinich, *Le wokisme serait-il un totalitarisme ?* Paris, Albin Michel, 2023 ; Jean-Francois Braunstein, *La religion woke*, Paris, Grasset, 2022 ; Andreas de Block, *Is links gewonn slimmer ? Ideologie aan an onze universiteiten*, Louvain, Lannoo Campus, 2023.

⁶ Antoine Lilti, *Actualité des Lumières. Une histoire plurielle*, Paris, Collège de France-Fayard, 2023, p. 20.

⁷ Antoine Lilti, *L'héritage des Lumières. Ambivalences de la modernité*, Paris, Gallimard-Seuil, 2019, p. 11.

⁸ *Ibid.*, p.19.

Dans le même esprit, dans un texte écrit il y a près de trente ans critiquant l'étroitesse de la revendication de parité en politique en France, la sociologue féministe Christine Delphy dénonçait et déconstruisait (oui...) le « faux universalisme », prétendument neutre mais en réalité historiquement taillé pour l'homme blanc hétérosexuel, et justifiant encore, au sens de rendre « justes », bien des inégalités et des discriminations à l'égard des femmes, des groupes, qu'on le veuille ou non, racisés, et des minorités sexuelles⁹. Elle lui opposait un « universalisme vrai », c'est-à-dire un projet qui reste à construire, qui verrait tous les individus, et pas seulement les dominants, véritablement égaux en dignité et en droits. On peut s'affronter sur les moyens d'y parvenir. Mais la proposition n'est pas déraisonnable au regard de l'esprit des Lumières, si celles-ci posent d'abord un geste réflexif et critique qui permet à l'émancipation de prendre des voies nouvelles.

Mots clés : censure, idéologie, Lumières, pluralisme, universalisme, université, wokisme

Florence Delmotte est chercheuse qualifiée au F.R.S.-FNRS et professeure à l'UCLouvain (Saint-Louis Bruxelles). Elle travaille sur l'actualité politique de la sociologie historique. Elle a dirigé, en 2021, *Norbert Elias in Troubled Times : Figurational Approaches to the Problems of the Twenty-First Century* (avec Barbara Górnicka), New York, Palgrave Macmillan.

Justine Lacroix est professeure de théorie politique à l'Université libre de Bruxelles. Elle a notamment publié, avec Jean-Yves Pranchères, *Le procès des droits de l'homme. Généalogie du scepticisme démocratique*, Paris, Seuil, 2016 et *Les droits de l'homme rendent-ils idiot ?* Paris, Seuil, 2019. En 2024, elle publie *Les valeurs de l'Europe. une question démocratique*, Paris, Editions du Collège de France.

⁹ Christine Delphy, *Classer, dominer. Qui sont les « autres » ?*, Paris, La Fabrique, 2007, p. 67-75.